

QUE le lieu de résidence de monsieur Christian Leblanc soit fixé dans la Ville de Val d'Or ou dans le voisinage immédiat.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

74008

Gouvernement du Québec

Décret 80-2021, 27 janvier 2021

CONCERNANT la nomination de madame Marjolaine Brodeur comme juge de paix magistrat de la Cour du Québec

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre de la Justice :

QUE madame Marjolaine Brodeur, avocate et membre du Barreau du Québec, soit nommée en vertu de l'article 161 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (chapitre T-16), durant bonne conduite, par commission sous le grand sceau, juge de paix magistrat de la Cour du Québec, pour exercer les attributions prévues à l'article 173 de la Loi sur les tribunaux judiciaires, avec résidence à Saint-Jérôme ou dans le voisinage immédiat;

QUE cette juge de paix magistrat ait compétence sur tout le territoire du Québec, quel que soit le lieu où elle peut être assignée à exercer ses fonctions par la juge en chef de la Cour du Québec;

QUE cette nomination entre en vigueur le 28 janvier 2021.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

74009

Gouvernement du Québec

Décret 81-2021, 27 janvier 2021

CONCERNANT l'entérinement de l'Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement d'Haïti en matière de mobilité étudiante au niveau universitaire

ATTENDU QUE l'Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement d'Haïti en matière de mobilité étudiante au niveau universitaire a été signée à Québec, le 30 avril 2020, à Montréal, le 11 mai 2020 et à Ottawa, le 9 juin 2020;

ATTENDU QUE cette entente a pour objet la coopération entre le Québec et Haïti en matière de mobilité étudiante au niveau universitaire dans des secteurs prioritaires d'intérêt commun par la mise en œuvre de mesures de soutien financier au profit des étudiants d'une partie effectuant des études sur le territoire de l'autre partie;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente internationale au sens du troisième alinéa de l'article 19 de la Loi sur le ministère des Relations internationales (chapitre M-25.1.1);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 20 de cette loi, les ententes internationales doivent, pour être valides, être signées par la ministre des Relations internationales et de la Francophonie et entérinées par le gouvernement;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 3^o de l'article 5 de la Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (chapitre M-15.1.0.1), pour la réalisation de sa mission, la ministre de l'Enseignement supérieur peut notamment conclure, conformément à la loi, des ententes avec un gouvernement autre que celui du Québec ou l'un de ses ministères ou organismes, ou avec une organisation internationale ou l'un de ses organismes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie et de la ministre de l'Enseignement supérieur :

QUE soit entérinée l'Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement d'Haïti en matière de mobilité étudiante au niveau universitaire, signée à Québec, le 30 avril 2020, à Montréal, le 11 mai 2020 et à Ottawa, le 9 juin 2020, dont copie est jointe à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

74010

Gouvernement du Québec

Décret 82-2021, 27 janvier 2021

CONCERNANT la nomination de directeurs généraux adjoints de la Sûreté du Québec

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 55 de la Loi sur la police (chapitre P-13.1) prévoit que la Sûreté du Québec est administrée et commandée par un directeur général, secondé par des directeurs généraux adjoints et que le directeur général et les directeurs généraux adjoints ont rang d'officiers;

ATTENDU QUE l'article 56.6 de cette loi prévoit que les directeurs généraux adjoints sont nommés par le gouvernement sur recommandation du directeur général;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 56.7 de cette loi prévoit notamment que le gouvernement détermine la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des directeurs généraux adjoints;

ATTENDU QUE monsieur André Goulet a été nommé directeur général adjoint de la Sûreté du Québec par le décret numéro 379-2018 du 21 mars 2018, que son mandat viendra à échéance le 20 mars 2021 et qu'il y a lieu de le renouveler;

ATTENDU QUE monsieur Ronald Boudreault a été nommé de nouveau directeur général adjoint de la Sûreté du Québec par le décret numéro 1188-2019 du 27 novembre 2019, qu'il quittera ses fonctions le 16 février 2021 et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE monsieur Yves Morency a été nommé de nouveau directeur général adjoint de la Sûreté du Québec par le décret numéro 712-2020 du 30 juin 2020, que son mandat viendra à échéance le 30 avril 2021 et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE la directrice générale par intérim de la Sûreté du Québec recommande que monsieur André Goulet soit nommé de nouveau directeur général adjoint de la Sûreté du Québec;

ATTENDU QUE la directrice générale par intérim de la Sûreté du Québec recommande que messieurs André Santerre et Mario Smith soient nommés directeurs généraux adjoints de la Sûreté du Québec;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite à ces recommandations;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique :

QUE monsieur André Goulet soit nommé de nouveau directeur général adjoint de la Sûreté du Québec pour un mandat débutant le 21 mars 2021 et se terminant le 31 mars 2023, au traitement annuel de 193 999 \$ et que ce traitement soit majoré et révisé selon les règles applicables à un vice-président d'un organisme du gouvernement du niveau 6 prévues aux Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein adoptées par le gouvernement par le décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées;

QUE monsieur André Santerre, directeur des mesures d'urgence, Sûreté du Québec, soit nommé directeur général adjoint de la Sûreté du Québec pour un mandat de cinq ans à compter du 1^{er} mai 2021, au traitement annuel de 193 959 \$ et que ce traitement soit majoré et révisé selon

les règles applicables à un vice-président d'un organisme du gouvernement du niveau 6 prévues aux Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein adoptées par le gouvernement par le décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées;

QUE monsieur Mario Smith, directeur des services juridiques, Sûreté du Québec, soit nommé directeur général adjoint de la Sûreté du Québec pour un mandat d'un an à compter du 17 février 2021, au traitement annuel de 193 959 \$ et que ce traitement soit majoré et révisé selon les règles applicables à un vice-président d'un organisme du gouvernement du niveau 6 prévues aux Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein adoptées par le gouvernement par le décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées;

QUE les conditions de travail de messieurs André Goulet, André Santerre et Mario Smith comme directeurs généraux adjoints de la Sûreté du Québec soient celles prévues au décret numéro 769-2018 du 13 juin 2018 concernant la rémunération et les conditions relatives à l'exercice des fonctions des officiers de la Sûreté du Québec et les modifications qui pourront y être apportées, à l'exception des dispositions particulières relatives à la rémunération (article 4) et aux dépenses de fonction (article 17);

QUE l'allocation annuelle de dépenses de fonction de messieurs André Goulet, André Santerre et Mario Smith comme directeurs généraux adjoints de la Sûreté du Québec soit fixée à 2 415 \$.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

74011

Gouvernement du Québec

Décret 83-2021, 27 janvier 2021

CONCERNANT l'octroi d'une subvention de fonctionnement d'un montant maximal de 17 120 300 \$ à la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique, au cours de l'exercice financier 2020-2021, pour pourvoir à ses obligations pour son premier exercice financier qui débute le 1^{er} novembre 2020 et se termine le 31 mars 2021

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 68 de la Loi sur la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique (2020, chapitre 10), cette loi est entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2020;